

## **Karuturi : est-ce le plongeon ?**

### **Résumé des derniers événements**

**au 13 février 2014**



*Des employés de Karuturi bloquent la South Moi Road, à Naivasha, au Kenya, pour réclamer leur salaire (février 2014)*

## **L'effondrement financier à Naivasha**

---

### ***Les employés en difficulté...***

▪ Début août 2013, **3 000 ouvriers** de la ferme florale de Karuturi à Naivasha, au Kenya, se sont mis en grève car ils n'avaient pas reçu leur salaire. Ce n'était pas la première fois récemment qu'ils arrêtaient le travail, mais c'est peut-être le début de la spirale descendante la plus grave depuis que Karuturi a acheté la ferme en 2007.<sup>1</sup> Les employés ont même pris un des patrons en otage une partie de la journée.

▪ À la mi-août 2013, l'**Hôpital Karuturi**, qui appartient à la ferme florale, a fermé ses

---

1 Plusieurs grèves ont eu lieu en 2010 (bas salaires et mauvaises conditions de travail) et 2012 (non-paiement des salaires). La dernière occasion notable date de décembre 2012 quand les ouvriers agricoles ont déposé leurs outils pour protester contre leurs salaires impayés. Cette grève faisait suite au licenciement par la direction de 900 employés pour difficultés financières. Voir Lyudia Matata, "Karuturi flower farm workers down their tools", The Star, 5 déc. 2012, <http://tinyurl.com/pg5y83z> et George Murage, "Anxiety as Karuturi sacks 900", The Star, 1 nov. 2012, <http://tinyurl.com/q5ebln8>.

portes. La ferme avait alors une facture d'électricité impayée de 140 000 euros, et l'électricité a été coupée.<sup>2</sup> L'hôpital traitait 30 000 patients par mois.

- À la fin du mois de septembre 2013, on a appris que l'**École Karuturi**, qui accueillait les enfants des employés de la ferme, était fermée « jusqu'à une date indéterminée ». Les enseignants qui, comme les employés de la ferme, n'étaient pas payés, se sont soudain retrouvés sans travail.<sup>3</sup>
- Le 1er octobre 2013, le **Sénateur de Nakuru**, James Mungai, a critiqué les syndicats de travailleurs pour ne pas être intervenus quand les choses « ont commencé à aller mal » à la ferme florale de Karuturi.<sup>4</sup>
- Le 5 octobre 2013, Francis Atwoli, secrétaire-général de l'Organisation centrale des syndicats (la **COTU**), a écrit au ministre du Travail du Kenya, Kazungu Kambi, pour demander l'arrestation et la mise en examen des dirigeants de Karuturi pour ne pas avoir payé plus de 4 000 ouvriers de Naivasha durant six mois.<sup>5</sup> Karuturi a répondu dans une déclaration publique que c'était en réalité le syndicat qui incitait les ouvriers à ne pas toucher leur salaire.<sup>6</sup>
- Le 10 octobre 2013, la **justice locale** a intimé à Karuturi de remédier à la « détérioration » des conditions de vie et de travail de ses employés, notamment l'absence d'accès à l'eau et à l'électricité.<sup>7</sup>
- Plusieurs **tentatives de suicide** de la part des employés de la ferme sont attestées. Le 24 septembre 2013, trois ouvriers ont essayé de se suicider devant les souffrances imposées à leur famille par les salaires impayés.<sup>8</sup> En décembre 2013, un ouvrier de Karuturi qui n'avait pas mangé depuis sept jours, s'est apparemment pendu, nu, devant les grilles de la ferme, poussé par le désespoir.<sup>9</sup>
- Le 29 décembre 2013, la **COTU** a de nouveau fait appel au gouvernement, s'adressant cette fois directement au Président Uhuru Kenyatta, l'exhortant à intervenir, expliquant que les ouvriers n'avaient pas été payés depuis un an.<sup>10</sup>

À maintes reprises, la direction de Karuturi Farms a soit nié la véracité du non-paiement des salaires, soit accusé les banques ou les syndicats eux-mêmes. En Inde, les actionnaires, quant à eux, ont préféré minimiser les problèmes et n'y voir qu'une « question de flux de trésorerie ».<sup>11</sup>

2 "After hospital, Karuturi school closes", AllAfrica.com, 2 oct. 2013, <http://tinyurl.com/ppxhsve>

3 George Murage, "Students' exam scare as Karuturi school closes", The Star, 28 sept 2013, <http://tinyurl.com/nq7bw63>.

4 George Murge, "Cotu blamed for flower farm crisis", The Star, 1 oct. 2013, <http://tinyurl.com/pua2qwf>

5 Irene Wairimu, "Cotu demands the arrest of Naivasha Karuturi officials", The Star, 8 oct. 2013, <http://tinyurl.com/or3v7yf>.

6 Daily Nation, 11 oct. 2013, <http://tinyurl.com/q5aazx7>

7 George Murage, "Karuturi court orders action", The Star, 10 oct. 2013, <http://tinyurl.com/p5dr2nd>

8 Voir Kirera Mwitii, "Farm workers bid to commit suicide over late pay aborts", The People, 25 sept. 2013, <http://tinyurl.com/p2jfk5> and Kenya Television News, "Karuturi workers demonstrate along Naivasha Nakuru highway over their pay", 26 sept. 2013, <http://youtu.be/4YYx6Dlgu5Q>.

9 Frans van den Houdt, "'Karuturi has no business being in the flower industry'", Floraculture International, 18 déc.2013, <http://tinyurl.com/mh6pq75>.

10 Voir COTU, "Intervention in failure by the management of Karuturi flower farm, Naivasha", 29 déc.2013, <http://tinyurl.com/q8c537f>

11 Voir les déclarations publiques de Karuturi du 26 sept. 2013 (<http://tinyurl.com/ommdahw>) et du

### **...et aussi les créanciers**

- Le 7 août 2013, **Allpack Industries Ltd**, membre du IPS Group d'entreprises opérant sous l'égide du Fonds Aga Khan pour le développement économique, a déposé une requête contre Karuturi Ltd.<sup>12</sup> Cette requête demandait la fermeture de Karuturi pour cessation de paiement. Karuturi doit 465 000 dollars US et 50 000 shillings kenyans (580 dollars US) à Allpack pour les livraisons de carton faites entre septembre 2011 et mai 2013 et restées impayées. Elle demandait au gouvernement kenyan d'assumer et de régler l'encours des obligations de Karuturi, envers les créanciers et envers les ouvriers, et de mettre l'entreprise sous administration judiciaire. Cette action pourrait aboutir à la vente de la ferme florale, qui produisait près d'un million de roses par jour à son apogée, à des propriétaires plus responsables.
- En décembre 2013, la **Kenya Plantation Agriculture Workers Union** (le syndicat Kenyan des ouvriers horticoles et agricoles) et **dix entreprises kenyanes** se joignaient à l'action judiciaire menée par Allpack contre Karuturi. Ces dix entreprises sont : AgriChem & Tools, Juanco SPS, Signode Packaging Systems, Comhard Ltd., Shanghai Plastics Company Polythene Industries, IRRiCO International, Maina Njuguna & Associates, la CFC Stanbic Bank et Inter Labels Africa.
- L'audition concernant la plainte était initialement prévue pour le 25 octobre 2013, mais la cour n'a pas siégé ce jour-là. Elle a été reportée au 13 décembre 2013, mais n'a pas pu avoir lieu parce que c'était un jour férié. Elle a alors été reportée à 2014. L'avocat du requérant est le cabinet **Daly & Figgis**.<sup>13</sup>
- À la fin de 2013, on apprenait que les livraisons à la ferme de Karuturi avaient été interrompues et que la production de roses était **pratiquement au point mort** sur l'exploitation de Navaisha.<sup>14</sup>
- Le 24 janvier 2014, l'Agence de notation indienne, l'Investment Information Credit Rating Agency of India Ltd (**ICRA**), a dégradé les emprunts à terme et les limites basées sur les fonds de Karuturi de "B+" à "C", compte tenu des retards pris récemment par l'entreprise dans le service de la dette. Les instruments qualifiés de niveau "C" par l'ICRA sont « considérés comme porteurs d'un **risque de défaut très élevé** en matière de régularité dans le service des obligations financières. »<sup>15</sup>
- Le 10 février 2014, Karuturi Ltd. a été **mis sous administration judiciaire** par la CFC Stanbic Bank, avec pour objectif de liquider les actifs de l'entreprise et de recouvrer le paiement de plus de 400 millions de shillings kenyans de dettes (3,5 millions d'euros ou 5 millions de dollars US). À la satisfaction de la COTU, les nouveaux responsables ont assuré aux ouvriers qu'ils couvriraient les impayés de salaires jusqu'en décembre 2013.

---

11 oct. 2013 (<http://tinyurl.com/pczgfqs>), ainsi que le blog de Moneycontrol pour les investisseurs de Karuturi (<http://tinyurl.com/q9r2gm6>).

12 Kenya Gazette, 6 sept. 2013, [http://kenyalaw.org/kenya\\_gazette/gazette/volume/316](http://kenyalaw.org/kenya_gazette/gazette/volume/316). Allpack, une entreprise dont les recettes annuelles s'élèvent à 1,5 milliard de dollars, produit du carton et des sacs en polypropylène.

13 Paradoxalement, c'est cette firme qui, en 2007, a aidé Karuturi à racheter Sher Agencies Ltd et sa ferme florale de Naivasha en plein essor.

14 Voir van den Houdt, op cit.

15 ICRA, 24 janvier 2014, [http://icra.in/Files/Reports/Rationale/Karuturi%20Global\\_r\\_24012014.pdf](http://icra.in/Files/Reports/Rationale/Karuturi%20Global_r_24012014.pdf)

## Reviement soudain dans le contentieux fiscal à Nairobi

---

▪ Le 11 décembre 2013, on a appris que Karuturi avait **obtenu des autorités fiscales kenyanes (Kenyan Revenue Authority ou KRA) un sursis** pour son contentieux fiscal.<sup>16</sup> Quelques mois auparavant, en avril 2013, on avait appris que la KRA avait établi que Karuturi devait près de 11 millions de dollars US d'impôt sur les sociétés impayé suite à une falsification des prix de transfert ; et ceci n'était qu'une partie d'une série plus vaste de contentieux fiscaux avec les autorités gouvernementales, équivalent à un quart des ventes de l'entreprise en 2012.<sup>17</sup> Cette révélation ne concernait que les années fiscales 2008 et 2009 alors que la KRA avait encore l'intention d'auditer l'entreprise pour les années 2010 à 2012. Cependant, pour une raison inexplicable, la KRA a réduit les montants dûs à 4 millions de dollars et mis ainsi fin au contentieux.<sup>18</sup>

Nous n'avons pas réussi à obtenir que le gouvernement Kenyan nous explique pourquoi la somme due pour falsification des prix de transfert avait été réduite de façon aussi extraordinaire.

## Des doutes sur la licence d'exploitation en Éthiopie

---

▪ À la fin de 2012, **Karuturi était très en retard sur ses plans** de grands projets agricoles en Éthiopie. Les premières cultures réalisées sur la concession de 100 000 hectares de Gambela ont été détruites par les inondations en 2011. La direction de Karuturi a révélé que l'entreprise n'avait pu cultiver que 4 000 ha de maïs en 2012 et ne prévoyait de ne développer que 5 000 ha avant avril-mai 2013.<sup>19</sup> Le contrat de l'entreprise, renégocié en 2010, stipulait qu'elle mettrait en culture la superficie totale de 100 000 ha en l'espace de deux ans. En janvier 2012, l'entreprise déclarait vouloir cultiver près de 60 000 ha sur deux saisons.<sup>20</sup>

▪ **Les autorités éthiopiennes sont frustrées** par la lenteur des progrès. « Pour être franc, ils n'ont pas été à la hauteur de nos attentes, » a reconnu le ministre de l'Agriculture, Tefera Derbew, au cours d'un entretien accordé en juin 2013 au quotidien The Hindu. « Nous aimerions faire développer les terres rapidement...[mais pour] Karuturi, Saudi Star et leurs semblables, nous ne sommes pas satisfaits de la façon dont se passe la mise en œuvre [de leurs projets]. »<sup>21</sup>

▪ En mars 2013, **92 employés éthiopiens** du site de Karuturi à Gambela ont déposé plainte auprès du ministère du Travail et des Affaires sociales, déclarant que leur salaire était payé avec jusqu'à 20 jours de retard et que l'entreprise ne leur fournissait ni carte d'identité, ni équipements de sécurité, ni traitement médical, ni logement correct. Le

---

16 Pour plus d'infos sur ce cas, voir Tax Justice Network et al, "Karuturi guilty of tax evasion", 22 avril 2013, <http://tinyurl.com/nul7xut>, et Felicity Lawrence, "Kenyan flower industry's taxing question", The Guardian, 1 avril 2011, <http://tinyurl.com/nac8xvo>.

17 Raghuvir Badrinath, "Karuturi Global wins reprieve in Kenyan tax claim", Business Standard, 12 décembre 2013, <http://tinyurl.com/pgs2kuj>.

18 Communiqué de presse de Karuturi : "Kenyan tax claim", 11 déc. 2013, <http://tinyurl.com/p2sn38j>

19 Karuturi Management Discussion, <http://tinyurl.com/kc5blv8>

20 Aman Sethi, "When the levee breaks", The Hindu, 19 mai 2013, <http://tinyurl.com/py8ea6c>

21 Aman Sethi, "Karuturi debacle prompts Ethiopia to review land policy", The Hindu, 1 juin 2013, <http://tinyurl.com/m7gucot>

ministère a trouvé des ouvriers qui vivaient dans des baraques métalliques exigües sans ventilation adéquate et a commencé une enquête sur le fait que les pensions des employés déduites de leur salaire par l'entreprise n'auraient pas été déposées auprès de la bonne autorité.<sup>22</sup>

- En mai 2013, les employés de Karuturi ont dit à The Hindu que l'entreprise était **tellement à court d'argent** qu'ils n'avaient pas de gazole pour leurs tracteurs et que l'entreprise louait ses machines à d'autres investisseurs de Gambela.<sup>23</sup>
- Le 23 novembre 2013, le magazine éthiopien The Reporter a écrit que les activités de Karuturi en Éthiopie étaient « **au bord de la faillite** »<sup>24</sup>
- En décembre 2013, une source émanant du gouvernement régional de Gambela a confirmé à l'Anywaa Survival Organisation (ASO) que Karuturi et plusieurs autres investisseurs étrangers, faisaient l'objet d'une **enquête pour activités illicites**, notamment pour corruption, destruction environnementale et incapacité à respecter les termes de leurs contrats. Des sources locales ont également indiqué à ASO que les activités agricoles de Karuturi à Gambela ont été interrompues et que l'entreprise a retiré ses tracteurs et autres machines agricoles de l'exploitation.<sup>25</sup>
- Actuellement, il semblerait que les choses aillent mal aussi pour les **activités de floriculture de Karuturi en Éthiopie**. En décembre 2013, selon une source locale d'ASO, la ferme florale de Karuturi à Holeta, en Oromie, avait cessé ses activités. Depuis, un journaliste de Bloomberg a indiqué à GRAIN que les bureaux de Karuturi à Addis-Abeba étaient fermés et que, d'après certains, les bureaux seraient transférés autre part.
- Le 10 janvier 2014, Africa Intelligence a rapporté que durant la dernière semaine de décembre 2013, l'Agence éthiopienne d'investissement (EIA) a publié **une liste de 3 000 permis d'investissement** qui avaient été octroyés à des entreprises éthiopiennes et étrangères mais que l'Agence a l'intention de révoquer parce que les bénéficiaires n'ont pas réussi à réaliser leurs projets dans les délais accordés. L'une des entreprises de la liste serait Karuturi Global Ltd. Selon l'EIA, les entreprises concernées pourraient garder leurs licences si elles « fournissent une raison convaincante et acceptable. »<sup>26</sup>

---

22 Aman Sethi, "When the levee breaks", op cit.

23 Idem

24 Kaleyesus Bekele, "Saudi Star rice project feels the pinch," The Reporter, 23 nov. 2013, <http://tinyurl.com/p82xzl2>

25 ASO, "Authorities in the Gambela region of Ethiopia are investigating Karuturi Global and other farmland grabbers for criminal activities", 20 déc. 2013, <http://tinyurl.com/q5r23hs>

26 African Intelligence, "EIA cracks down on tardy investors", India Ocean Newsletter n°1371, 10 janv.2014, <http://tinyurl.com/nrtxb3f> et Eskedar Kilfe, "Investment Agency revokes licenses of over 1,000 companies", Capital Ethiopia, 10 fév. 2014, <http://tinyurl.com/ka899rp>.